

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Gabon-Onu: Abdou Abarry succède à Louncény Fall à la tête de l'UNOCA

LE diplomate nigérien a été nommé le 28 juillet dernier par le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (Onu), Antonio Guterres.

O. N.
Libreville/Gabon

APRÈS cinq ans et demi passés au Gabon, François Louncény Fall, le désormais ex-Représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en Afrique centrale et chef du Bureau de l'UNOCA, s'apprête à quitter notre pays. Il est remplacé par le Nigérien Abdou Abarry qui vient d'être nommé par le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (Onu), Antonio Guterres. Le successeur de Louncény Fall est un ancien fonctionnaire du ministère nigérien des Affaires étrangères. Il était, depuis 2019, Représentant permanent du Niger au siège de l'Organisation à New York (États-Unis). Abdou Abarry jouit d'une expérience dans les domaines politique et diplomatique, à en croire l'organisation mondiale. Avant son affectation à l'Onu, Abdou Abarry avait servi comme Représentant spécial du président de l'Union africaine (UA) et chef du Bureau de liaison de l'UA en République démocratique du Congo (RDC), de 2016 à 2019. De 2014 à 2016, l'homme avait par ailleurs dirigé le Bureau de liaison de l'UA auprès de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Abuja, au Nigeria. Abdou Abarry est bilingue, parle couramment l'anglais et le français. Titulaire d'une maîtrise en Relations internationales



Le Nigérien Abdou Abarry, nouveau patron de l'UNOCA.

de l'École supérieure d'administration et des carrières juridiques de Lomé (Togo), il est également diplômé de l'Institut des relations internationales du Cameroun. C'est un diplomate chevronné qui succède à François Louncény Fall à la

tête du Bureau de l'UNOCA à Libreville. Soulignons qu'Antonio Guterres a relevé "le dévouement et le leadership" dont le Guinéen François Louncény Fall a fait preuve tout au long de sa mission en Afrique centrale.

UN: les élus de Moanda aux côtés de Paul-Marie Gondjout

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Al'Union nationale (UN), la saignée continue. Et pour cause, comme il fallait s'y attendre après la mise sur pied, le 23 juillet dernier, par Paul-Marie Gondjout, de l'Union nationale initiale (UNI), des élus de l'UN de la commune de Moanda, soixante-douze heures plus tard, ont décidé d'apporter leur soutien à l'ancien candidat du parti aux législatives d'octobre 2018 à Lambaréné (Moyen-Ogooué).

Ce qui devrait acter, dans les jours à venir, leurs démissions de la formation politique dirigée par Paulette Missambo. Avec à la clé, la perte de leurs mandats d'élus locaux. Ce soutien, aux yeux de plusieurs observateurs, est significatif à plus d'un titre. Tant il ne viendrait, en réalité, que confirmer leurs analyses accréditant l'idée d'une main noire, notamment celle de l'ancien président de l'UN, Zacharie Myboto, agissant derrière Paul-Marie Gondjout et les siens. D'autant que, selon

eux, il serait naïf de croire que ces huit élus locaux aient agi sans l'aval de "Zach Power" ou de celui de la vice-présidente de l'UNI chargée des Partenariats stratégiques, Chantal Myboto épouse Gondjout.

Proximité de Moanda avec Mounana aidant, par extension, la "ville des oiseaux" peut être considérée comme étant, par d'aucuns, un des fiefs du patriarche. C'est dire que ce dernier, à ce qu'il semble, n'a pas réellement pris ses distances avec la vie politique.

En tout état de cause, les élus de la cité minière fondent leur démarche en tenant compte "de l'importance du sujet qui concerne tous ceux qui prônent l'alternance et le développement". Autrement dit, selon eux, Paulette Missambo serait incapable de porter et défendre leur combat.

Une chose est certaine, après cet acte, le divorce entre Paulette Missambo et Paul-Marie Gondjout et les siens semble être définitivement consommé, la guerre est déclarée.

Entre nous soit dit Et le bras de la justice ne trembla pas!

Teddy OSSEY

QUI pourrait dire au vu de l'étalage ostentatoire que nous avons connu durant deux années que cette bamboula frénétique allait se terminer sans conséquence? C'est bien au-devant de nous que ce safari "ifouratique" à nul autre pareil se déroulait. Bon nombre de compatriotes étaient béats d'admiration quand ce n'était pas de l'émerveillement. Du plus profond des mapanes, le petit peuple ployant sous le poids d'un quotidien toujours plus âpre et intensément ardu s'était résigné à voir en ces crépus spontanés des maharajahs inatteignables venus d'une autre planète. Tandis que dans les milieux préservés et huppés, il se passait une coupable et étonnante catharsis doublée d'une pose d'œillets avec une aliénation de conscience en tous points complice. Avec un art consommé de la malice ainsi qu'une

espièglerie perfide, ils se sont fait passer pour des Robins des bois en travestissant avec habileté le noble et louable concept de l'égalité des chances. Il n'en fallait pas plus, et voilà des hordes de désœuvrés et autres bagandos serviles et avides se laissant vassaliser ont été grossir leurs troupes d'afficionados. L'ivresse du pouvoir, l'arrogance inconsidérée et la toute-puissance du fait établi sont traduites par ce lapidaire et irrévérencieux slogan clamé à cor et à cri qui est tout à la fois une insulte et une offense à toute intelligence: "Qui boude bouge". C'est dire combien et comment les cimes du respect et de la convenance avaient été outrageusement franchies. Nous aurions bien voulu, à tous égards tenus, ne point revenir sur la chose jugée et encore moins ergoter sur tout ce qui reste pendant devant les juridictions compétentes. Toutefois, au regard des interprétations équivoques et des logorrhées pleines d'inepties qui inondent

la toile et les réseaux sociaux, nous devons à la vérité de rétablir les faits dans leur évidence. Tous les "Iznogood" d'hier qui se rêvaient Pacha ont formellement reconnu leur culpabilité. Ils auront beau vouloir minorer et même tenter de se défaire de leurs responsabilités par des artifices spécieux autant que captieux, cela ne les absout pas, ni ne les exempte pas de leur implication totale et entière. Cette manœuvre dilatoire et inespérée est encore plus offensante quand on a spolié et joué au Monopoly avec les deniers communs à tous les Gabonais. Vouloir enlever son corps par ces carabistouilles grossières et ces calembredaines puériles est simplement déshonorant. Alors tenez votre rang et assumez comme du temps de votre glorieuse superbe et éphémère. Bassé!

* Chroniqueur